

MARS 2025

Rapport THÉMATIQUE

**RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE
DU CONGO**
GÉANT AUX PIEDS
D'ARGILE



LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO GÉANT AUX PIEDS D'ARGILE

UNE SITUATION (GÉO)POLITIQUE INSTABLE | ALIMENTÉE PAR LES CONFLITS ARMÉS | INCARNÉE PAR LE M23 | DES RISQUES NATURELS PROTÉIFORMES | RISQUES ET RECOMMANDATIONS

La République démocratique du Congo (RDC) capte, depuis quelques années, l'attention croissante de nombreux acteurs étatiques privés comme publics : dotée d'un potentiel minier exceptionnel - le pays possédant certaines des plus vastes réserves mondiales de cobalt, de cuivre ou encore de coltan - la RDC enregistre une croissance économique soutenue, avec un taux de croissance annuel du PIB de 8,4% en 2023. Bénéficiant d'une position géostratégique centrale au coeur de l'Afrique, le pays fait l'objet de nombreux investissements destinés à renforcer ses infrastructures de transport et ses capacités logistiques, à l'image du projet de réhabilitation du réseau ferroviaire reliant le [Katanga](#) aux ports de la façade atlantique ou du développement des voies fluviales sur le [fleuve Congo](#). Sur le plan énergétique, le pays mise sur ses ressources hydroélectriques colossales, comme le démontre, par exemple, le projet de [barrage Grand Inga](#). Si les anciennes puissances coloniales européennes se montrent d'ores et déjà très présentes en RDC, d'autres acteurs majeurs comme la [Chine](#) ou la [Turquie](#) ont accru ces dernières années leur présence dans le pays tant pour des raisons commerciales que géostratégiques.

Tout au long de ce rapport thématique, un clic sur les cartes permet de les agrandir



[Goma](#), au bord du [lac Kivu](#), avec le [volcan Karisimbi](#) à l'arrière-plan

Pour autant, ce potentiel économique pour le moins substantiel se trouve fortement grevé par une insécurité aussi généralisée géographiquement que variée dans sa nature : la situation politique congolaise s'avère particulièrement instable, notamment au regard des récents événements dans l'est du pays, qu'il s'agisse des multiples groupes armés opérant dans le Kivu et en Ituri ou, surtout, de l'offensive majeure du M23 le mois dernier, à l'origine de la chute de Goma et Bukavu notamment. Au-delà de ces préoccupations politiques et militaires, le pays se trouve aux prises avec des catastrophes naturelles régulières et fréquemment meurtrières. Dans ce cadre, notre évaluation du risque en République démocratique du Congo s'avère plurielle et impose, pour tout déplacement dans le pays, une préparation sécuritaire minutieuse et le respect de certaines recommandations.

> UNE INSTABILITÉ ALIMENTÉE PAR LES CONFLITS ARMÉS

DES MILICES ETHNIQUES MEURTRIÈRES

Les territoires du [plateau de Batéké](#), historiquement habités par les Teke, ont vu l'arrivée progressive de migrants issus de provinces voisines, notamment des Yaka, Mbala et Suku, en quête de terres agricoles. Ces migrants étaient soumis à des taxes coutumières imposées par les chefs Teke.

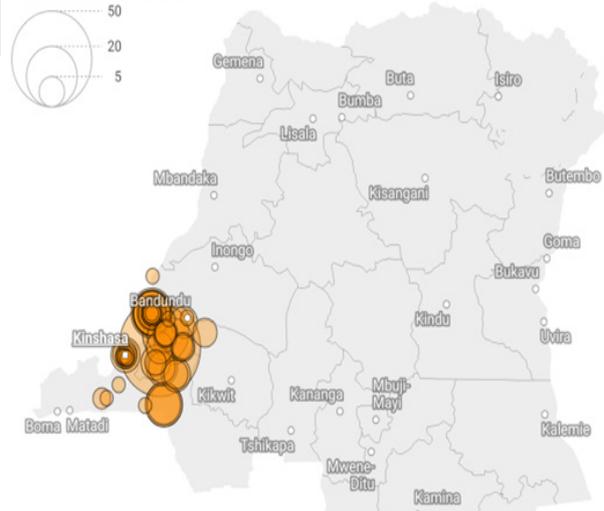
En 2022, une augmentation de ces taxes a provoqué de fortes tensions, les migrants estimant ces redevances injustes. Finalement, les tentatives des chefs Teke de percevoir ces taxes par la force ont conduit à l'émergence d'une résistance armée, les milices mobondos.

Les territoires de [Kwamouth](#) et de [Maluku](#) sont les plus touchés par ces affrontements qui, s'ils ont diminué en intensité, continuent de provoquer la mort de nombreux civils et militaires congolais, ainsi que le déplacement de dizaines de milliers d'habitants.

République démocratique du Congo (RDC) - Violences commises par les milices mobondos

Ensemble des incidents commis par les milices mobondos depuis un an

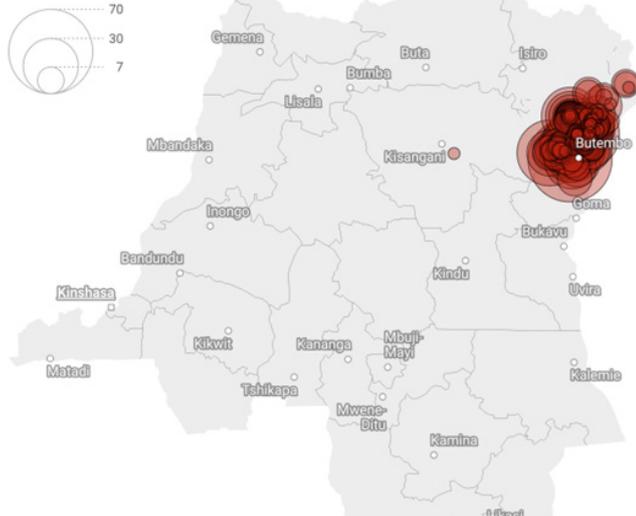
Nombre de morts par incidents



République démocratique du Congo (RDC) - Violences commises par les *Allied Democratic Forces* (ADF)

Ensemble des incidents commis à l'initiative des ADF depuis un an

Nombre de morts par incidents



L'ITURI, UN CONFLIT OUBLIÉ

Alors que l'attention de la communauté internationale est tournée vers le [Kivu](#), où le groupe rebelle M23 a mené ces dernières semaines une offensive victorieuse, la province septentrionale de [l'Ituri](#) apparaît quelque peu éclipsée. Cette dernière se trouve pourtant profondément déstabilisée par une rébellion islamiste et par une insurrection paysanne incarnée par la *Coopérative pour le développement du Congo* (CODECO).

Forte d'au moins deux mille hommes, cette alliance de diverses milices, qui visait initialement à défendre les intérêts agricoles de la région, s'est depuis transformée en secte politico-religieuse armée, ciblant tant les forces militaires congolaises que les civils à des fins de prédation, et engageant des actions armées régulières contre les groupes rebelles concurrents de la région, y compris la filiale locale de *l'État islamique*.

UNE MENACE DJIHADISTE LARVÉE

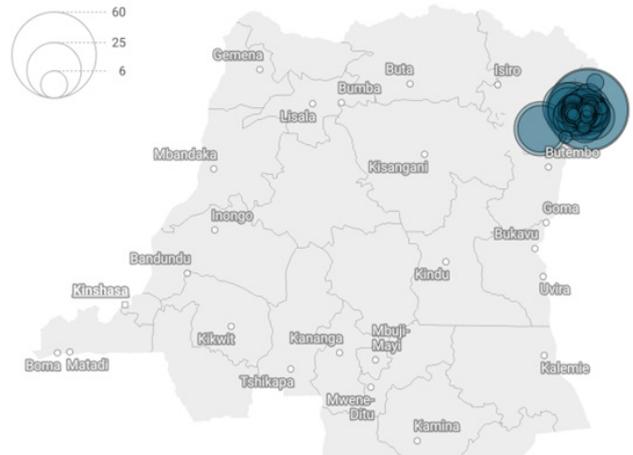
La province de [l'Ituri](#) ne souffre pas seulement de l'insurrection de la CODECO mais aussi de celles de divers groupes djihadistes aujourd'hui rassemblés sous la bannière des *Allied Democratic Forces* (ADF). Initialement basés dans l'ouest de [l'Ouganda](#), les militants de cette organisation se sont progressivement propagés dans l'est de la RDC, notamment en Ituri.

Opérant plus particulièrement depuis les monts [Rwenzori](#), les combattants des ADF ciblent tant les forces militaires que civiles et conduisent des activités d'endoctrinement et de propagande dans les territoires sous leur emprise. Si une succession de vastes opérations militaires menées à leur encontre par les forces congolaises en 2019-2020 a substantiellement grevé leurs capacités de nuisance, celles-ci restent aujourd'hui une source de déstabilisation locale notable.

République démocratique du Congo (RDC) - Violences commises par la *Coopérative pour le développement du Congo* (CODECO) et milices affiliées en Ituri

Ensemble des incidents commis à l'initiative de la CODECO et leurs milices affiliées depuis un an

Nombre de morts par incidents



> UNE INSTABILITÉ INCARNÉE PAR LE M23

QU'EST-CE QUE LE MOUVEMENT DU 23 MARS?

D'OÙ PROVIENT LE M23 ?

Le mouvement du 23 mars (M23), un groupe rebelle actif dans la province du Nord-Kivu en République démocratique du Congo (RDC), est constitué d'anciens membres du Congrès national pour la défense du peuple (CNDP) qui ont déposé les armes le 23 mars 2009, à la suite d'un accord de paix signé entre le CNDP et le gouvernement congolais. Cependant, en 2012, une faction dissidente du CNDP, estimant que les termes de l'accord n'étaient pas respectés, ont fait sécession. Principalement composés de Tutsis, le M23 justifie ses actions par l'incapacité du gouvernement à protéger cette minorité face aux menaces des milices locales.

Après une défaite militaire en 2013 face aux Forces armées de la RDC (FARDC) et de l'ONU, ses membres se sont repliés au Rwanda et en Ouganda. Le groupe a ensuite refait surface près de dix ans plus tard, notamment sur la scène médiatique internationale en abattant un hélicoptère de l'ONU. L'année précédente, le M23 avait alors pris le contrôle de Rubaya, ville stratégique pour l'extraction du coltan. À ce jour, l'ONU estime que le groupe compte environ 8000 combattants.

QUI LES SOUTIENT ?

Le Rwanda et l'Ouganda soutiendraient chacun le M23, se justifiant par la nécessité de protéger la frontière face aux milices armées en soutenant notamment le groupe Hutu des Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) pour le premier et des Forces Démocratiques Alliées (ADF) pour le second.

En effet à ce jour, le Rwanda compterait jusqu'à 4000 soldats en RDC. Cependant, au-delà des enjeux sécuritaires et ethniques, le soutien rwandais repose également sur des intérêts stratégiques et financiers liés à l'exploitation des minerais précieux présents dans la région. Ces rivalités historiques entre les pays concourent à la dégradation croissante de leurs relations, la RDC accusant par exemple le Rwanda d'avoir équipé et entraîné les combattants du M23 afin de leur permettre d'acquérir la puissance militaire qui est la leur aujourd'hui.

Prise des villes majeures au Nord-Kivu et au Sud-Kivu par les rebelles du M23



UNE OFFENSIVE FULGURANTE AU NORD-KIVU ET SUD-KIVU

Début janvier 2025, les rebelles du M23 ont lancé plus d'offensives majeures leur ayant permis de réaliser d'importants gains territoriaux dans le Nord-Kivu en s'emparant de plusieurs villes stratégiques, telle que celle de Goma dans la nuit du 26 au 27 janvier. Bien que la situation ait connu une accalmie fin janvier lorsque le M23 a décrété unilatéralement un cessez-le-feu à compter du 4 février, ce calme relatif fut de courte durée.

En effet, le M23 a poursuivi son offensive vers le Sud-Kivu, s'emparant de la ville de [Bukavu](#) le 14 février. Son avancée a été marquée par la capture de villes clés telles que [Minova](#), [Lumbishi](#) et [Numbi](#), renforçant ainsi leur reprise sur des axes stratégiques où se trouvent de nombreux sites miniers d'extraction de coltan, de cassitérite et de cobalt.

Ces avancées menacent des positions stratégiques, notamment autour du [lac Tanganyika](#), suscitant des inquiétudes quant à une possible escalade régionale. À ce jour, le M23 contrôle une part significative des provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Il convient de souligner que ces conquêtes ont été en partie facilitées par le retrait d'une partie des FARDC et de leurs alliés burundais du Sud-Kivu. La faible résistance des FARDC laisse entrevoir la possibilité d'une prise imminente de la ville stratégique d'Uvira.

À QUOI S'ATTENDRE DANS LES PROCHAINS MOIS ?

À court terme, la prise d'[Uvira](#) par le M23 illustrerait sa capacité à s'étendre vers le Tanganyika, engendrant une intensification des affrontements locaux ainsi qu'une recrudescence des manifestations à Kinshasa. L'échec des précédents dialogues et le refus de négociation de Kinshasa ainsi que l'implication de plusieurs acteurs influents - notamment des leaders religieux cherchant à rétablir un cadre de discussion inclusif - compliquent cette résolution de conflit. Par ailleurs la reconnaissance croissante, à l'international, du soutien rwandais au M23, notamment avec les sanctions de l'Union Européenne du 13 février, pourrait accentuer la pression internationale sur la RDC pour résoudre ce conflit.

En outre, le conflit menace directement la stabilité du pouvoir congolais : l'opposition et les critiques croissent contre le président et son incapacité à mettre fin à ce conflit, faisant craindre la commission d'une tentative de coup d'État, comme cela avait déjà été le cas l'année dernière. Enfin, sur le plan régional, la formation le 16 février, du Front Burundais de Libération (FBL-ABARUNDI), un groupe similaire au M23, suggère un risque accru d'instabilité dans les pays voisins. Le Burundi, en tension permanente avec le Rwanda et potentiellement confronté à une fermeture de sa frontière avec la RDC, pourrait être directement impacté par ce conflit, aggravant ainsi l'instabilité régionale des Grands Lacs.

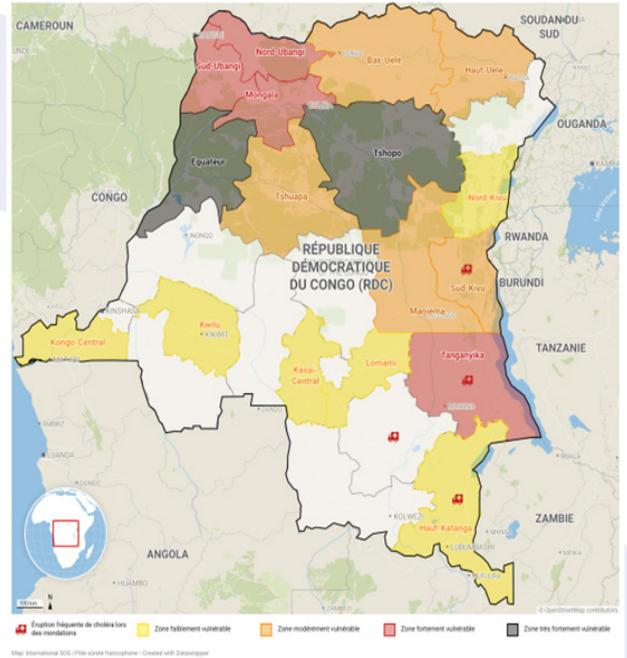
> DES RISQUES NATURELS PROTÉIFORMES

DES INONDATIONS MEURTRIÈRES CHAQUE ANNÉE

En raison de ses ressources hydriques substantielles, d'un aménagement urbain chaotique et d'une gestion des crues quasi-inexistante, la République démocratique du Congo fait régulièrement face à des inondations meurtrières. Les fortes pluies peuvent provoquer des inondations le long du bassin du [fleuve Congo](#) en particulier. Les provinces de l'[Équateur](#), du [Kasaï](#), du [Kasaï-Centre](#), de [Kinshasa](#), de [Mongola](#), du [Nord-Ubangi](#), du [Sud-Kivu](#), du [Sud-Ubangi](#), de la [Tshopo](#) et de la [Tshuapa](#) sont parmi les zones les plus touchées.

Outre des morts et de vastes déplacements de populations, les inondations endommagent fréquemment les infrastructures et occasionnent des perturbations logistiques majeures. Les glissements de terrain causés par de fortes pluies sont fréquents dans les régions montagneuses. À titre d'exemple, la RDC a connu d'importantes inondations en janvier 2024, tuant plus de 300 personnes et en déplaçant des milliers d'autres.

République démocratique du Congo - Exposition aux inondations



République démocratique du Congo - Activité volcanique dans le Kivu



LES SÉISMES : UN RISQUE SOUS-ESTIMÉ

Risque sous-estimé comme dans bien d'autres pays d'Afrique, la République démocratique du Congo s'avère la victime rare, mais régulière, d'activités sismiques parfois meurtrières.

Le pays se trouve en effet dans une zone sismique, bien que les tremblements de terre aient tendance à être de plus faible magnitude que dans d'autres pays voisins. Les régions orientales du Congo, traversées par la branche occidentale du [Rift Est-Africain](#), apparaissent plus vulnérables aux tremblements de terre en raison des réguliers mouvements de plaque tectonique que connaît cette zone d'effondrement géologique. À ce titre, les régions du [Nord](#) et [Sud-Kivu](#), du [Tanganyika](#) et de l'[Ituri](#) apparaissent comme les plus concernées par ce risque.

Le 7 août 2015, par exemple, un tremblement de magnitude 5,8 s'est produit entre [Goma](#) et [Bukavu](#), au [Sud-Kivu](#), provoquant la mort d'un policier et de deux enfants lors de l'effondrement de leurs habitations. Le [Rwanda](#) a également compté plusieurs blessés dans les zones frontalières du [lac Kivu](#).

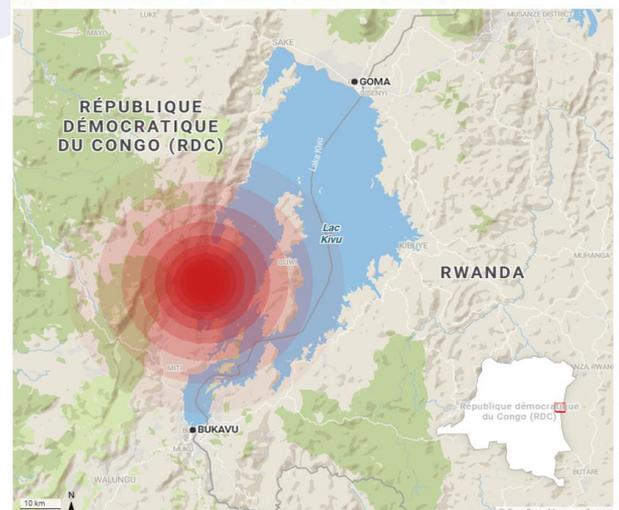
LE RISQUE VOLCANIQUE

Peu connu et pourtant sérieusement pris en considération par les autorités congolaises qui ont installé à [Goma](#) un [observatoire volcanique](#), le risque d'éruption des quelques cinq volcans sur le territoire congolais présente une menace réelle à prendre en compte pour tout projet en RDC, notamment dans l'est du pays.

En effet les monts [Nyiragongo](#) et [Nyamuragira](#) sont les deux volcans les plus actifs du pays. En mai 2021, le Nyiragongo est entré en éruption, déplaçant des milliers de personnes de la ville de [Goma](#) et détruisant de nombreuses habitations en son sein. En 2002 déjà, ce volcan était entré en éruption et ses coulées de lave avaient détruit 15% de la ville.

Sa proximité avec cette dernière en fait une menace toute particulière : ses coulées de lave peuvent atteindre en moins de trente minutes les faubourgs de l'emprise urbaine.

Localisation du séisme du 7 août 2015 et de son onde de choc



> RISQUES POUR LES VOYAGEURS SE RENDANT SUR PLACE

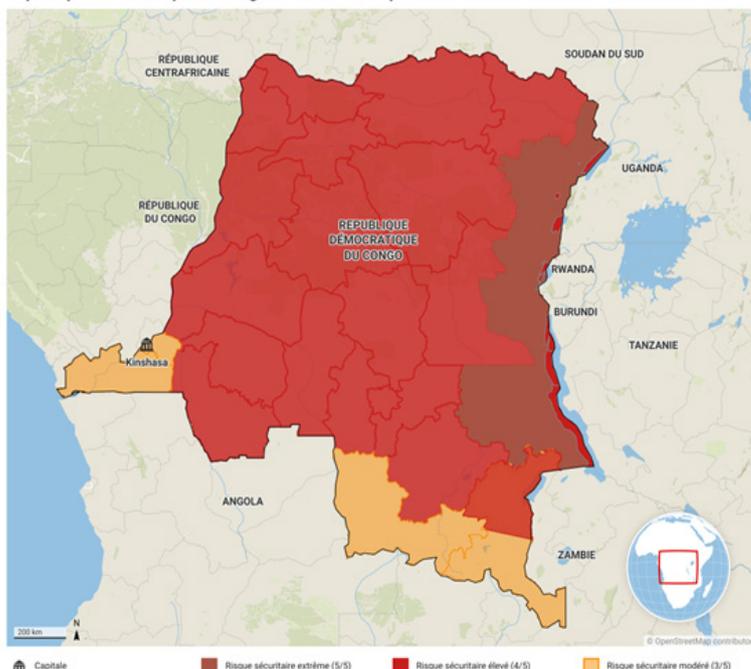
Le niveau de risque sécuritaire de la **République démocratique du Congo (RDC)** est - de manière générale - considéré comme étant **élevé** (4/5 selon notre classification interne.) Néanmoins, il ne s'exprime pas de façon homogène sur l'ensemble du territoire congolais.

- La capitale [Kinshasa](#) bénéficie d'un meilleur environnement sécuritaire que le reste du pays et est considérée comme une zone à risque sécuritaire **modéré** (3/5 selon notre classification interne).
- La frange orientale du pays, notamment les [Nord](#) et [Sud-Kivu](#), ainsi que l'[Ituri](#), présentent un niveau de risque sécuritaire extrême (5/5 selon notre classification interne).
- Les provinces de [Lualaba](#), du [Kongo-central](#), et du Sud du [Haut-Katanga](#) bénéficient d'un meilleur environnement sécuritaire et sont considérées comme une zone à risque sécuritaire **modéré** (3/5 selon notre classification interne).

Les risques en République démocratique du Congo s'avèrent dès lors variés d'un endroit à l'autre. La criminalité, mineure comme violente, apparaît d'emblée comme le risque principal pour tout ressortissant étranger se rendant dans le pays. Les troubles sociaux, souvent réprimés dans la violence par les forces de l'ordre, présentent eux aussi un risque crédible de dommages collatéraux qu'il conviendra de ne pas sous-estimer. Dans l'est du pays, la menace armée, omniprésente, impose d'y reporter tout déplacement - même essentiel - jusqu'à nouvel ordre en raison du risque nettement accru d'enlèvements, d'exposition à la criminalité violente et à des attaques, directes comme indirectes. Enfin, le risque naturel apparaît omniprésent à travers le territoire congolais.

POUR TOUT VOYAGEUR SE RENDANT EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO, NOS RECOMMANDATIONS VARIERONT EN FONCTION DES LOCALITÉS VISITÉES

République Démocratique du Congo - Niveaux de risque



Map: Paris Security Centre • Source: International SOS • Created with Datawrapper

- Dans les zones exposées à un risque élevé (4/5) et extrême (5/5), recourir aux services d'un prestataire de sécurité fiable et audité par International SOS.
- Éviter tout déplacement à pied et une fois la nuit tombée.
- Adopter un profil discret, de même sur les réseaux sociaux, et exercer une vigilance accrue.
- S'abstenir d'exprimer toute opinion politique ou religieuse, y compris auprès d'interlocuteurs jugés de confiance ou connus de longue date.
- Se restreindre autant que possible à prendre des photos en public, même de lieu paraissant anodin.
- Ne pas exposer de signes extérieurs de richesses (smartphone, montre, bijoux, etc.)
- Éviter tout type de rassemblement, même d'apparence pacifique.
- Limiter le temps de présence aux abords de cibles potentielles.
- Maintenir une veille active, notamment en suivant nos alertes International SOS, ainsi qu'à travers nos contacts locaux.

The background of the entire page is a photograph of a volcanic landscape. In the center, a large, dark, conical volcano rises against a sky filled with heavy, dark blue and grey clouds. The foreground and middle ground are dominated by lush, green vegetation, including dense forests of trees and rolling hillsides. The overall lighting is somewhat dim, suggesting an overcast day.

RAPPORT THÉMATIQUE 2025

internationalsos.fr
france@internationalsos.com